

Après les urnes la mise en garde de la rue

Deux jours après la sanction électorale du pouvoir, 500.000 manifestants ont investi la rue pour défendre les régimes de retraite.

Organisée par les syndicats CGT, CFDT, FSU, Solidaires (syndicats Sud) et Unsa (autonomes), qui ont salué « un succès », ce mardi de grèves et de manifestations a mobilisé environ 800.000 manifestants sur l'ensemble de la France, (380.000, selon la police) sans paralyser le pays cependant. C'est beaucoup moins que le 19 mars 2009 (trois millions de personnes selon la CGT), mais infiniment plus que les quelques dizaines de milliers réunis lors de la journée intersyndicale, le 7 octobre. Pour Bernard Thibault (CGT), c'est « un nouvel avertissement adressé au gouvernement et au Medef ». Ceux-ci se sont abstenus de tout commentaire.

Une journée sans école

Quelques heures plus tôt, FO avait organisé son propre cortège, plus maigrelet, autour de « la mère des revendications », le maintien des conditions de départ en retraite. Outre d'importants cortèges à Bordeaux, Toulouse, Marseille, Lyon, Grenoble, Nantes, Rouen, etc., on s'est rassemblé dans de nombreuses villes petites et moyennes. L'approche de la réforme des retraites, en sep-



A Tours, les pompiers professionnels défilent pour une retraite à 55 ans.

(Photo NR, Jean-François Bignon)

tembre, semble avoir contribué à la mobilisation. Les protestataires avaient aussi à l'esprit l'emploi, les salaires et les conditions de travail. Sur le front des grèves, 18,9 % des agents de la Fonction publique d'État ont suivi le mouvement selon les chiffres officiels (11,1 % chez les agents territoriaux, 7,9 % chez les hospitaliers). L'Éducation nationale a connu la grève la plus suivie depuis le début de l'année scolaire. Dans les transports, le service minimum a permis d'éviter la pagaille. A Paris, bus, tramways, métros et RER étaient proches d'une activité normale sauf le RER B. En province, les transports urbains ont été peu affectés, sauf exceptions.

Le nouveau ministre des retraites n'est pas un ordinateur

Il est ministre du Travail depuis deux jours à peine et le voici au charbon déjà. Pressé par la rue et l'opinion, Eric Woerth veut une réforme du régime des retraites « équitable » afin de protéger le système actuel, aujourd'hui extrêmement fragile et affaibli encore par la longévité élastique des Français. Dans les conditions démographiques actuelles et selon les règles posées par la loi de 2003, il faudrait, avant la moitié de ce siècle, cotiser 43,5 ans pour prétendre à une pension à taux plein. Cette amplitude était de 40 ans jusqu'en 2008, elle est aujourd'hui de 40,5 ans et doit être portée à 41 ans avant le terme du mandat présidentiel. Dès lors, la réforme des retraites devient évidemment le chantier majeur de cette seconde moitié du quinquennat de Nicolas Sarkozy. C'est aussi le plus complexe et le plus explosif. En le confiant à

Eric Woerth, homme de chiffres et précédemment secrétaire d'État au Budget, l'Élysée n'adresse pas un signe rassurant aux partenaires sociaux et aux syndicats en particulier, soumis eux aussi à la pression de l'opinion. Cet expert financier était hier dénoncé par la CGT comme le responsable de restrictions budgétaires et de souffrances aiguës dans la fonction publique. « J'espère avoir un ministre et non les ordinateurs de Bercy comme interlocuteurs », insistait Bernard Thibault. Volant au soutien du « comptable » Woerth, François Fillon a rappelé hier que le dossier, géré aux Affaires sociales de 2002 à 2004, ne lui était pas étranger. Il préconise une hausse des cotisations, compensable par la baisse des ponctions opérées afin de financer le chômage. Les discussions doivent être entamées sous quinzaine.

dans la région

6.000 manifestants dans les rues de Tours hier matin. Cette belle mobilisation interprofessionnelle s'étendait jusqu'aux pompiers. Convergeant de l'Indre-et-Loire tout entier, les soldats du feu revendiquaient « une retraite décente à partir de 55 ans ». Le fond de l'air printanier n'a pas dévoyé la protestation du Loir-et-Cher où l'on a dénombré près de 4.000 participants aux cortèges de Blois (3.000), Vendôme (600) et Romorantin (350). Renforcés des Châtelleraudais, les Poitevins étaient plus de

5.000 hier. Le chiffre est jugé significatif localement. Les 3.000 Niortais, parmi lesquels de nombreux enseignants, apportent une illustration renouvelée de la solidarité protestataire, localement. Les 700 Thouarsais défilant derrière leurs banderoles hier donnaient, eux aussi, une certaine consistance à cette journée de manifestation. Dans l'Indre enfin, 2.500 défilants ont battu le pavé castelroussin. Dès les premières heures de la matinée, car le Berrichon est organisé.

Hier, journée particulière dans la majorité

L'image de ce mardi décidé-ment très parlementaire, ce n'est pas le Premier ministre admettant « avec humilité » la défaite électorale à la tribune de l'Assemblée et réaffirmant un cap austère à l'usage d'une majorité déboussolée. Ce n'est pas non plus la psychothérapie houleuse du groupe UMP, à peine canalisée par un Jean-François Copé pas si fâché de ces éclats de voix. Non, l'image de ce jour de bronca c'est la protestation silencieuse du Nouveau Centre quittant comme un seul homme l'hémicycle faute d'avoir obtenu réponse de François Fillon. « Grosse bourde, maladresse supplémentaire » commentait hier Maurice Leroy, élu de Loir-et-Cher, un peu irritable peut-être, ces temps-ci. Le chef du gouvernement avait été très applaudi par la troupe umpiste pourtant, en fin de ma-

tinée, lors de son arrivée au Palais Bourbon, afin de clore la difficile réunion de groupe. Quasi churchillien dans ce contexte de débâcle, François Fillon a appelé l'infanterie majoritaire à resserrer les rangs et à accentuer l'effort afin d'obtenir des résultats au plus vite, le temps étant désormais compté. Le locataire de Matignon entend se concentrer sur trois priorités. La croissance et le retour à l'emploi, la réduction des déficits (intégrant la réforme des retraites, cf. ci-contre) et le pacte républicain. Le rôle est ingrat, il exige l'appui de l'Élysée et la confiance du Parlement. Fusible jusqu'au bout, François Fillon est disposé à la solliciter. Ce sera après un discours de politique générale, bien différent sans doute du précédent, prononcé dans la liesse de 2007.

Denis Daumin

» édito

Avant le big bang



par Olivier Pirot

Passer tous les jours à la télévision n'a fait qu'attiser le feu. Pour l'Ina, la personne politique la plus exposée dans les journaux télévisés en 2009 a été Nicolas Sarkozy. 507 sujets lui ont été consacrés. Rien que ça. Souvent décrit par les commentateurs et relayés par les images : le style et l'activisme du chef de l'État. Les méthodes ont souvent agacé l'opposition. De plus en plus l'opinion. Et désormais une partie de l'électorat de droite.

Les régionales ont libéré les langues. Même à l'intérieur de la majorité, les critiques sur Nicolas Sarkozy ne sont plus voilées. Le couvercle de la Coccotte-Minute menace de sauter. Et le Nouveau Centre, l'allié des premiers tours électoraux, veut à nouveau prendre ses distances. L'ouverture à gauche et le suractivisme de Nicolas Sarkozy sont des échecs. L'hyperprésidence a vécu. Le président peut-il encore recoller les morceaux au sein de sa majorité chauffée à blanc ou risque-t-on un big bang politique à droite ? Des Chiraquiens et des Villepinistes sont entrés au gouvernement et le chef de l'État doit s'exprimer aujourd'hui. Mais le dernier à pouvoir espérer maintenir le couvercle sur cette marmite en fusion est le simple collaborateur d'hier. Le Premier ministre relégué au rang de figurant en début de mandat est revenu au centre des attentions. Dans l'opinion publique et même au sein de l'électorat de droite, le rapport d'influence entre l'hyperactif Sarkozy et le placide Fillon semble avoir basculé. Aujourd'hui c'est à François Fillon que le chef de l'État confie le soin d'annoncer les « bonnes nouvelles », du moins le populaire abandon de la taxe carbone. C'est à Fillon que majorité et groupe PS à l'Assemblée demandent un discours de politique générale. C'est Fillon qu'on envoie désamorcer une réunion UMP et anti-Sarkozy à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre peut à nouveau gouverner. Et il doit aussi contenir le big bang.

Demain

Le verdict du procès du crime de Jaulnay